

250078

50855

6/

Paul COURTEAULT

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

# L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

## ET LA GUERRE

### CONFÉRENCE

Faite à l'Athénaïe, le 4 mars 1918,  
sous les auspices de l'Association générale des Étudiants  
et sous la présidence de M. le recteur THAMIN.

Extrait de la *Revue Philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest*,  
XXI<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 2 et 3, mars-juin 1918.

D. 543

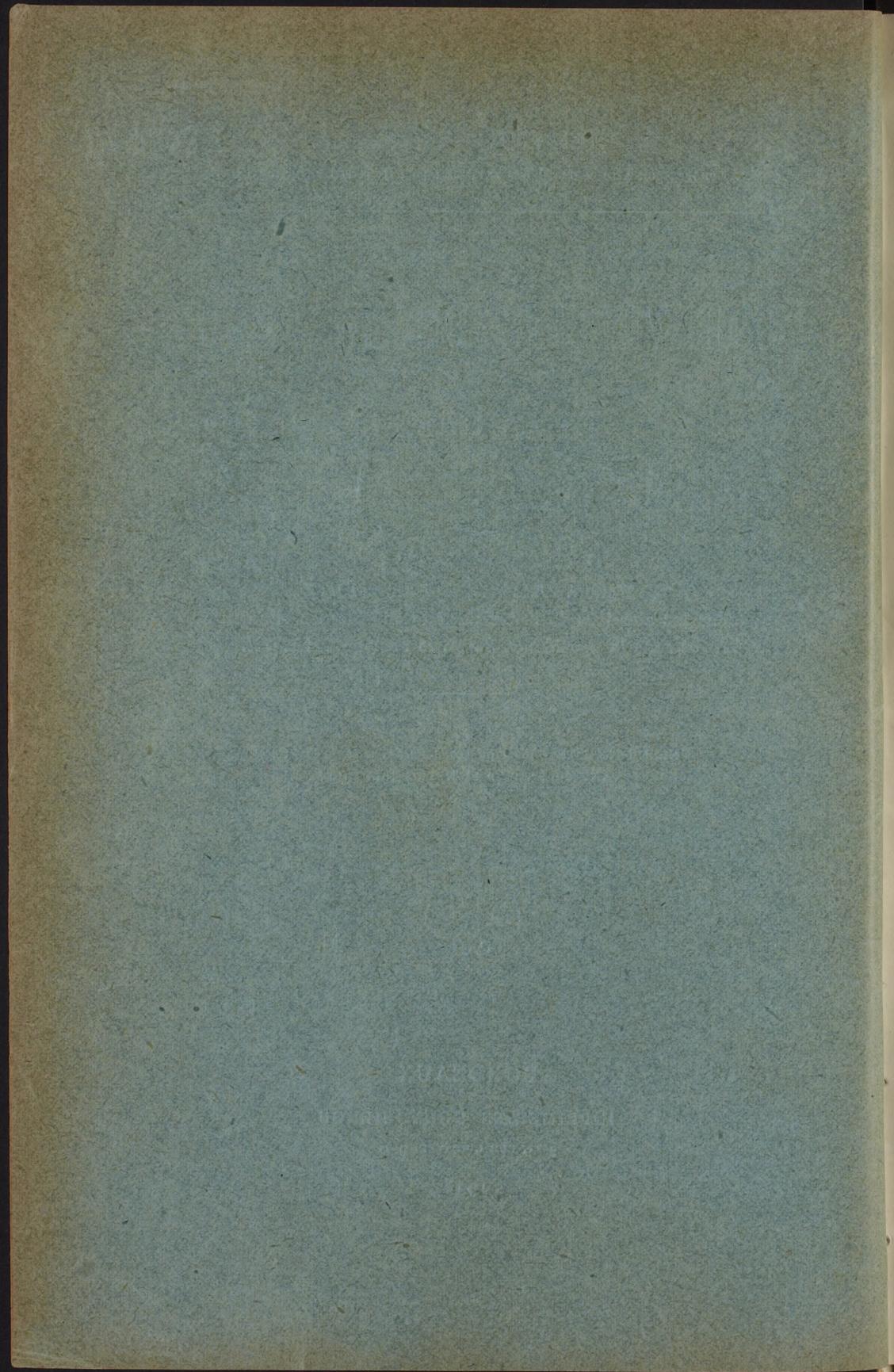


BORDEAUX

IMPRIMERIES GOUNOUILHOU

9-11, RUE GUIRAUDE, 9-11

1918



50875

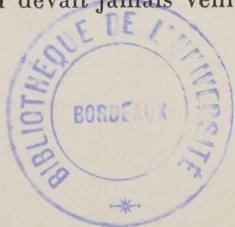
## L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX ET LA GUERRE

---

Le devoir militaire imposé aux étudiants et à ceux de leurs maîtres en état de le remplir est un fait tout récent dans notre histoire universitaire. Il ne date pas de trente ans. Jusqu'en 1889, les uns et les autres étaient exempts de ce devoir. C'était là l'un des plus anciens priviléges des Universités. Il existait déjà dans les écoles du IV<sup>e</sup> siècle. Il se transmit aux Universités du Moyen-Age et de l'ancien régime. La Révolution le supprima en théorie seulement; car elle n'établit pas l'égalité de tous les citoyens devant le service militaire. Napoléon, en créant l'Université impériale, rétablit en sa faveur le privilège de l'ancien régime. Professeurs et étudiants furent exemptés de l'impôt du sang. En 1870, ceux-là seuls l'acquittèrent qui le voulurent.

Les conditions nouvelles de la vie sociale et économique ont conduit lentement à la suppression de ce privilège. La loi militaire de 1889 y ouvrit une première brèche; celle de 1905 établit l'égalité pour tous, sous la seule réserve des sursis d'incorporation en temps de paix. Les armements formidables de l'Allemagne, l'affaiblissement de plus en plus inquiétant de la natalité française nous imposaient le devoir rigoureux d'être prêts à aligner le plus grand nombre d'hommes possible dans une lutte où, réduits à nos seules forces, nous serions trois contre cinq. Le service obligatoire et égal pour tous les Français était devenu une nécessité de fait. Sans doute les avis étaient partagés sur la manière de l'entendre. Les uns pensaient que l'on pouvait sans inconvénient alléger la charge en abrégant la durée du service et travailler à réaliser dans tous les pays l'idéal démocratique des milices nationales. Les autres estimaient que ce temps, s'il devait jamais venir, n'était pas

PAUL COURTEAULT.



encore venu et qu'il fallait tendre tous les efforts en vue d'une lutte prochaine. Mais tous étaient d'accord pour proclamer la nécessité du devoir commun; et les idéalistes, par la bouche d'un de leurs chefs les plus illustres, tenaient le même langage que les réalistes: « Si notre pays était menacé, nous serions des premiers à la frontière pour défendre la France dont le sang coule dans nos veines, et dont le fier génie est ce qu'il y a de meilleur en nous. »

Cet engagement, que Jean Jaurès prenait en 1911, la France entière l'a tenu quand survint la catastrophe, qui surprit même ceux qui l'attendaient avec angoisse. Comment l'Université de France a, depuis trois ans, fait son devoir, notre Recteur l'a dit dans un beau livre, pieusement dédié « à la mémoire de mon fils Henri Thamin, sergent pilote-aviateur, cité à l'ordre du jour de l'armée, mort pour la France le 11 octobre 1915 »<sup>1</sup>. A Bordeaux, comme partout, le même frisson sacré courut le jour de la mobilisation. Je me souviens comme si c'était d'hier — qui pourrait l'oublier? — de ce samedi 1<sup>er</sup> août 1914, qui devait être une des grandes dates de l'histoire du monde. Il était deux heures de l'après-midi; on venait d'annoncer que les communications téléphoniques avec Paris étaient interrompues. Sur le perron, incendié par le soleil, des Facultés des sciences et des lettres, je rencontrais nos candidats admissibles à l'agrégation. Ils étaient convoqués pour les épreuves orales qui devaient commencer le lundi à la Sorbonne. Je leur serrai la main; ils étaient graves. L'un d'eux me dit: « Nous ne passerons pas l'oral; nous serons ailleurs. » Celui qui me parlait ainsi — c'était Senelle — tombait, trois semaines plus tard, dans la retraite de Belgique, près de Bapaume. Dans le vestibule, je croisai notre collègue Gabriel Leroux. Il me dit avec une calme et joyeuse assurance: « Je pars ce soir rejoindre mon régiment à Fontainebleau; je cherche de l'or. » Au secrétariat, je trouvai le Directeur de notre École des Hautes Études hispaniques, notre collègue Paris. Il ne me parla pas de ses fils, mais je sentis combien

<sup>1</sup> R. Thamin, *L'Université et la Guerre*, Paris, Hachette, 1916, in-16.

il était fier d'en offrir cinq à la patrie. Sur l'Intendance, je causai avec un autre père, avec le doyen Monnier. Il me dit : « Mon fils est à Verdun ; il est sergent. Il nous a écrit ce matin : Papa et maman peuvent être sûrs que nous ferons notre devoir. » Et une larme brillait aux yeux de l'ancien engagé volontaire de 1870.

Le soir, je quittai Bordeaux, au moment où l'on affichait dans le hall de la gare Saint-Jean l'ordre de mobilisation. Dans toutes les stations des Landes, aux passages à niveau, les jeunes gens se pressaient. Ils étaient venus du village et du pignada natals pour guetter le train qui leur lançait au passage l'affiche blanche confirmant la grande nouvelle déjà jetée par les cloches des églises. Ces Landais souples et nerveux, c'était trois ans plus tard les poilus du 34<sup>e</sup> et du 49<sup>e</sup>, les héros de Craonne et du plateau de Californie... Le lendemain, je causai avec un ouvrier, un ancien chasseur alpin. Il me conta qu'il avait vu la trouée des Vosges et le lion de Belfort. Il ajoutait qu'il fallait marcher « pour que nos enfants, après, soient tranquilles ». « Il y a la famille, disait-il, mais quand on sera parti, on n'y pensera plus. Nous chanterons, *nous ferons la gloire (sic)...* Je viens d'envoyer une carte postale à mon ancien capitaine et j'ai mis dessus : « Tenez bon, mon capitaine, j'arrive. » Quelques jours plus tard, c'était un brave territorial, un cultivateur, qui me disait : « Mon père a fait la guerre de 1870 ; il m'a dit : J'ai été le vaincu ; toi, tu seras le vainqueur... Je laisse ma femme et six enfants ; ils se débrouilleront. » Paysans, ouvriers, étudiants, professeurs, partout l'âme de France, à cette heure, rendit le même son sublime et pur. Ah ! mes amis, n'oublions jamais ces inoubliables journées, où fut scellée l'union de tous les Français. Qu'aux heures de lassitude et de trouble, leur souvenir nous soit présent. C'est le meilleur réconfort, la promesse la plus sûre de la victoire.

Trois ans et demi ont passé, trois ans et demi d'angoisses, de douleurs, de deuils, d'héroïsme et de gloire. Professeurs et étudiants bordelais mobilisés ont fait leur devoir, ont lutté, souffert, sont morts pour la France. Notre Université les a pleurés silencieusement. Des souvenirs collectifs, de brèves

notices dans les comptes rendus des Doyens, dans les rapports au Conseil, ont été jusqu'ici les seuls témoignages publics de sa fierté et de sa douleur. Ajoutez-y ces tableaux d'honneur exposés dans nos vestibules, qui ne suffisent plus, hélas ! à contenir les noms et devant lesquels, ces jours derniers, un de vos camarades américains nous disait, chapeau bas : « Nous aussi, nous en aurons comme cela dans nos Universités ! » Publicité restreinte et discrète, telle qu'il convient à une Université française, ennemie par tradition et par goût de la réclame et du tapage.

Et pourtant, vous avez pensé, mes chers amis, que le moment était venu d'esquisser en public un tableau d'ensemble de ce que l'Université de Bordeaux a fait depuis le début de la guerre. A l'heure décisive où nous sommes, à la veille du jour où vous allez rejoindre vos aînés aux armées, il vous a paru bon, et à nous aussi, d'évoquer un passé qui, si proche soit-il, appartient déjà à l'histoire. Vous vous êtes adressés pour cela au professeur d'histoire de Bordeaux. J'ai accepté avec joie l'honneur que vous me faisiez ; je vous en remercie de tout cœur.

## I

L'histoire de la participation de notre Université à la guerre commence le 2 août 1914. Nos locaux furent mobilisés en même temps que nos maîtres et nos étudiants. Le dimanche 2 août, à cinq heures du matin, le 2<sup>e</sup> bataillon du 7<sup>e</sup> colonial prenait possession des Facultés des sciences et des lettres. Il partit dans la nuit du 7 au 8, au milieu de l'émotion qui partout accompagna le départ de nos soldats à la frontière. Les coloniaux furent remplacés, du 15 août au 1<sup>er</sup> septembre, par des bataillons de zouaves arrivant du Maroc et par des territoriaux de la région. Une compagnie du 144<sup>e</sup> R. T. et la 18<sup>e</sup> section des C. O. A. cantonnèrent à la Faculté de droit; la Faculté de médecine hébergea le 344<sup>e</sup> R. I. et le dépôt commun du 144<sup>e</sup>.

Les hommes couchaient sur la paille, dans les vestibules, les couloirs, les amphithéâtres. Ils faisaient leur toilette et leur

cuisine dans les cours. Un bœuf fut dépecé devant le tombeau de Montaigne. Les zouaves mirent dans nos paisibles locaux la note vibrante de leurs chéchias rouges et de leurs clairons<sup>1</sup>. Il y avait parmi eux des Basques : il leur arriva de danser dans notre Institut de géographie de frénétiques fandangos. Montaigne, réveillé de son sommeil par tout ce fracas, n'en fut pas étonné. Il approuva en souriant cette préparation joyeuse aux rudes journées qui allaient venir pour ces hommes, et, prévoyant que beaucoup d'entre eux tomberaient bientôt dans une lutte inégale, il se redit, j'imagine, ces sentences auxquelles la grande guerre allait restituer tout leur sens : « L'estimation et le prix d'un homme consiste au cœur et en la volonté... Qui, par quelque danger de la mort voisine, ne relâche aucun point de son assurance, qui regarde encore, en rendant l'âme, son ennemi d'une vue ferme et dédaigneuse, il est battu, non pas de nous, mais de la fortune ; il est tué, non pas vaincu<sup>2</sup>. »

Le 6 septembre, les soldats céderent la place aux ministères. Le gouvernement venait d'arriver à Bordeaux. La Faculté de droit abrita l'Instruction publique ; la Faculté de médecine donna asile aux Finances ; la Guerre s'installa aux Facultés des sciences et des lettres<sup>3</sup>.

Le ministère de l'Instruction publique n'avait transféré à Bordeaux que l'essentiel de ses services. Aussi notre Faculté de droit et la Maison des Étudiants contiguë furent-elles suffisantes pour le loger. Dans la Maison des Étudiants, la salle du Conseil de la Faculté devint le cabinet du ministre ; le directeur du cabinet s'installa dans le cabinet du doyen. Le vestibule intermédiaire devint salon d'attente. Au premier étage de la Faculté, les chefs adjoints du cabinet occupèrent le vestiaire des professeurs. Les salles de cours 4 et 5, dont on avait enlevé les bancs et les tables, furent les cabinets de M. Coville, direct-

1. Leur commandant disait à M. le recteur Thamin, qui admirait leur belle tenue : « Oui, Monsieur, de vrais poilus ! » Le mot, à cette date, était encore tout neuf.

2. *Essais*, liv. I, chap. XXXI (éd. municipale, t. I, p. 276-277).

3. Les détails qui suivent sont tirés du dossier « Bordeaux-capitale » formé par la Société des Archives historiques de la Gironde et déposé aux Archives municipales.

teur de l'enseignement secondaire, et de M. Lucien Poincaré, directeur de l'enseignement supérieur. La salle 3 servit aux dactylographes et aux employés du cabinet du ministre. Notre ancien collègue Lapie, directeur de l'enseignement primaire occupa, au deuxième étage, le cabinet du regretté Platon. Les bureaux des trois directions et de la comptabilité furent répartis dans les salles de la Bibliothèque. Au rez-de-chaussée, les salles de cours 1 et 2 furent occupées par des dactylographes. Au mois d'octobre, elles nous furent rendues pour la session du baccalauréat: on y donna le diplôme aux premiers candidats-soldats, qui se présentaient le bonnet de police en tête, les molletières aux jambes, l'étui de revolver en bandoulière.

Une partie seulement des services du ministère des Finances fut installée à la Faculté de médecine<sup>1</sup>. Le ministre prit naturellement possession du cabinet du doyen. Un souvenir précieux de son séjour y subsiste : un portrait, avec dédicace, représentant M. Ribot assis à la table de travail du doyen Sigalas. C'est dans ce cabinet que fut préparé, entre autres, le décret relatif à l'émission des Bons de la Défense nationale. La machine à écrire de la Faculté en a « tapé » le texte. Le directeur du cabinet s'était logé dans la salle d'attente; le chef de cabinet, son adjoint et le chef du secrétariat, dans les bureaux du secrétariat. La salle d'administration était occupée par les rédacteurs du cabinet. A l'entresol, le bureau du secrétaire avait reçu le directeur du contrôle des régies. Le cabinet du bibliothécaire était devenu celui du directeur général de la comptabilité. Le service de l'ordonnancement occupait la bibliothèque; celui de la comptabilité, la salle de lecture des professeurs. Le maniement des fonds emplissait les Archives. La Bibliothèque annexe logeait un payeur adjoint de la trésorerie aux armées. Enfin, les cabinets et laboratoires des profes-

1. Le service de la Dette inscrite (Grand-Livre) fut installé dans la galerie de la Société des Amis des Arts, terrasse du Jardin-Public. Il y resta du 6 septembre au 11 décembre. La Commission exécutive des achats et transports par mer, effectués en vue d'assurer l'alimentation nationale, créée par décret du 11 août 1914, siégea du 4 septembre au 10 décembre dans la salle du Conseil d'administration et le cabinet du directeur du Mont-de-Piété, rue du Mirail, 29.

seurs Auché et Verger avaient été attribués à la direction du personnel et à l'inspection des Finances. — La Faculté de médecine donna, de plus, asile, à partir d'octobre 1914 et jusqu'en juillet 1916, aux classes supérieures du Lycée dans les deux nouveaux pavillons en voie d'achèvement; et c'est dans son grand amphithéâtre sud que, le 3 octobre 1914, M. Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, inaugura la rentrée scolaire par un émouvant discours, dont une inscription rappellera le souvenir.

Le ministère de la Guerre, lui, était venu de Paris, comme il convenait, au grand complet. Il lui fallut beaucoup plus de place. A la Faculté de médecine, il installa le service photographique dans le pavillon de médecine opératoire; à l'Institut de zoologie, le service géographique de l'armée. Il essaima encore à l'ancien Petit Séminaire (cours Saint-Jean), au n° 158 du cours Victor-Hugo, au n° 83 de la rue des Ayres, au groupe scolaire Montgolfier, à l'hôtel des Postes, à l'hôtel Terminus... Le quartier général, devenu hôtel du ministre, logeait le cabinet civil et militaire. Mais le gros des services s'entassa, tant bien que mal, dans les bâtiments des Facultés des sciences et des lettres, accrus pour la circonstance du groupe scolaire Montaigne, avec lequel les mit en communication une porte ouverte de notre sous-sol sur la cour de l'école des garçons. Cette porte rappellera sans doute aux vieux Bordelais l'arceau fameux qui jadis, par-dessus la rue Saint-Antoine, unissait les couvents de la Visitation et des Feuillants, transformés par le Consulat en Lycée National.

L'installation du ministère de la Guerre modifia simplement l'attribution des locaux. Deux nouveautés seulement: l'espace manquant, sur la terrasse des laboratoires de chimie, on improvisa un baraquement pour le service des délégations des soldes; dans la cour de la Faculté des sciences, un autre baraquement de fortune abritait un poste de garde. Sur le cours Pasteur, des deux côtés du perron, deux guérites et deux sentinelles annonçaient la destination nouvelle de l'édifice. La salle des Pas-Perdus était livrée tout entière aux scribes affairés à trier des lettres et aux plantons chargés de donner des ren-

seignements. Une barrière en fermait l'entrée; pour la franchir, un laissez-passer était nécessaire. Le secrétariat était occupé, à l'exception du cabinet de M. Chaudron, qui surnageait, comme un îlot universitaire, au milieu de la tourmente. Le cabinet du secrétaire adjoint était celui du directeur du ravitaillement. « La Physique » était devenue le domaine du chef d'État-Major et de ses adjoints. Dans le laboratoire de notre grand et regretté Duhem se faisait l'expédition du courrier au G. Q. G. et aux Armées. Dans le petit amphithéâtre des sciences était le standard par lequel Bordeaux communiquait avec Joffre. L'amphithéâtre d'histoire naturelle avait été réservé aux archives de l'État-Major et au service des renseignements, qui occupait aussi l'amphithéâtre d'archéologie. Les cabinets du doyen et des professeurs des lettres, l'amphithéâtre dit « de théologie », la salle de conférences n° 1 étaient le domaine du secrétaire général. Dans le grand amphithéâtre des lettres, on avait installé le service des recherches des morts et des blessés. Le 2<sup>e</sup> bureau du cabinet du ministre occupait les salles de conférences n°s 2 et 3 et le cabinet attenant. La salle de conférences n° 4 et le cabinet de l'appariteur avaient reçu les bureaux de la direction du ravitaillement. Enfin, dans le Musée de moulages, au milieu des antiques, siégeait le service du matériel et derrière l'Hermès de Praxitèle, le très aimable et très distingué commandant du quartier général, M. le chef d'escadron de gendarmerie Crinon, abritait sa table et avait l'œil à tout.

Au premier étage, l'Institut de géographie et les deux salles de conférences des sciences avaient reçu le service de la censure télégraphique, le *Bulletin des Armées* et le bureau de la Presse. La direction du contrôle avait absorbé toute l'École de Chimie et les cabinets du professeur de géologie. Les laboratoires de géologie et le laboratoire des travaux pratiques du P. C. N. se partageaient le 1<sup>er</sup> bureau de l'État-Major. Nos deux appariteurs des sciences et des lettres avaient cédé leurs chambres à la section du personnel.

Au deuxième étage, la salle de lecture de la Bibliothèque offrait un coup d'œil pittoresque. Divisée en boxes par des

cloisons légères, elle était occupée par les bureaux de l'Intendance : personnel, vivres, soldes, habillements et transports, mobilisation et ravitaillement. La direction de l'Intendance était installée dans le cabinet, le salon et la salle à manger du bibliothécaire. M. Bouvy lui avait cédé la moitié de son



LE MINISTÈRE DE LA GUERRE A BORDEAUX EN 1914

SALLE DE LECTURE DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE (*Section centrale*).

D'après une photographie.

modeste appartement; cela lui parut certainement moins dur que de voir courir sur les rayons chargés de livres les fils électriques posés pour l'installation de la lumière. Le grand dépôt était devenu le service technique de l'Intendance; in-folios et revues se serraient pour faire place aux modèles de nouveaux fournitures et aux spécimens de boîtes de conserves. La direction générale des services occupait la salle de lecture

des professeurs et les couloirs attenants. L'Association des Étudiantes avait patriotiquement cédé son local aux contrôleurs de l'armée. Bien entendu, nous n'avions plus accès dans la Bibliothèque ; le service des prêts se faisait dans un couloir du premier étage où l'on avait transporté les boîtes de fiches. Je me souviens pourtant d'avoir pénétré dans la grande salle pour aider un officier du génie à trouver le *Polybe* de dom Thuillier, avec les précieuses notes historiques du chevalier de Folard. On commençait à s'occuper des engins de tranchées. — La bibliothèque de la Société des Sciences physiques et naturelles était devenue le 2<sup>e</sup> bureau de l'État-Major, qui avait englobé aussi le laboratoire et le cabinet du professeur de botanique. Ceux de physiologie végétale étaient occupés par les bureaux de la section d'Afrique. Les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> bureaux logeaient au troisième étage, dans les locaux de la minéralogie et de l'astronomie<sup>1</sup>.

Au sous-sol, les laboratoires des résines et de chimie minérale avaient été attribués, le premier au plombier et à l'entretien des bicyclettes des plantons et estafettes, le second au service des forges. Du cabinet du professeur Vèzes, le général Sainte-Claire Deville, fils d'un chimiste illustre, dirigeait la fabrication des obus. A l'entrée d'un des dépôts de moulages on lisait : *Bureau des successions (Allemands)*. Là se faisait le classement et le renvoi aux familles des objets trouvés sur les morts et blessés ennemis<sup>2</sup>. L'autre dépôt était affecté à l'important service de recherches de nos soldats blessés et disparus. Les bureaux des deux directions de l'Artillerie et du Génie occupaient tout le groupe scolaire Montaigne<sup>3</sup>.

Cette simple énumération donne une idée de la façon dont nos Facultés furent adaptées à leur destination nouvelle. Pour compléter le tableau, il faut se représenter les couloirs, les dessous d'escalier, les moindres recoins occupés par des secrétaires

1. Le 4<sup>e</sup> bureau (chemins de fer et étapes) était au rez-de-chaussée de l'hôtel Terminus (gare Saint-Jean).

2. Le bureau des successions pour nos soldats était installé au groupe scolaire Montgolfier.

3. Les directions de l'Infanterie, de la Cavalerie, du Contentieux et de la Justice militaire, des Poudres, de l'Aéronautique, du Service de santé, des Troupes coloniales étaient à l'ancien Petit Séminaire, cours Saint-Jean.

taires, des plantons, des permanences de nuit. Des cloisons en planches sectionnaient les couloirs, les divisaient en compartiments, où, dès le 1<sup>er</sup> novembre, des poêles entretinrent la chaleur traditionnelle dans les bureaux. Jamais nos Facultés ne furent chauffées comme alors; la fraîcheur a pris depuis sa revanche, mais qui songerait à s'en plaindre?

Je vous demande aussi de vous représenter par le souvenir les grandes choses dont elles furent alors le théâtre, les émouvantes nouvelles dont les premières elles reçurent l'écho. Les communiqués à la Presse se faisaient, deux fois par jour, dans le grand amphithéâtre des sciences. A 15 heures et à 22 heures accouraient cours Pasteur les reporters du monde entier, de tout pays, de toute langue, de tout sexe. Le chef du bureau de la Presse, le commandant de Thomasson, le distingué critique militaire des *Débats*, lisait le communiqué et le commentait en donnant des précisions géographiques, en traçant au tableau noir un croquis. Puis, comme un vol de moineaux, les journalistes, leur papier à la main, s'élançaient au télégraphe. Au début, la communication était faite plus simplement dans le couloir de l'Institut de géographie. C'est là que, le samedi 12 septembre, à vingt-deux heures, fut lu le communiqué qui annonçait la retraite définitive de l'ennemi sur tout le front, donnait des détails sur la débâcle et révélait l'ordre du jour immortel du 6 septembre. Après lecture, le commandant de Thomasson ajouta ces simples mots : « Vous comprendrez, Messieurs, que tous les commentaires seraient superflus. » C'est dans un modeste corridor de notre Faculté de lettres qu'a été d'abord connue du monde cette victoire de la Marne, que le Boche a voulu nier avec cette puissance de mensonge qui caractérise la race.

La scène fut émouvante. Huit jours plus tard, notre Salle des Actes en vit une autre qui, pour être plus secrète, ne le fut pas moins. Ce dimanche 20 septembre, dans cette salle, réservée au Conseil des directeurs du ministère, le ministre, M. Alexandre Millerand, convoqua et présida une réunion qui marque une date capitale dans l'histoire de la guerre. A cette réunion assistaient : M. Emmanuel Rousseau, conseiller d'État, secrétaire

général du ministère de la Guerre; le général André Gaudin, directeur général des services de l'administration centrale; le général Justin Mangin, directeur de l'artillerie; le lieutenant-colonel Edmond Buat, chef de cabinet du ministre; MM. Maurice Bernard de Courville, directeur aux Établissements Schneider et C<sup>e</sup>; Félix Godard, directeur général de la Société des Grands Ateliers de Saint-Nazaire (Penhoët); Albert Herdner, ingénieur en chef du matériel et de la traction de la Compagnie du Midi; Théodore Laurent, directeur général de la Compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et d'Homécourt; Charles Nigond, directeur de la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans; Robert Pinot, secrétaire général du Comité des Forges de France et de la Chambre syndicale des fabricants et constructeurs de matériel de guerre; Louis Renault, président de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles; François de Wendel, maître de forges. Dans cette réunion, le ministre fit savoir que, le 13 septembre, le G. Q. G. avait avisé que, pour continuer la guerre, il fallait que la production des obus passât de 12,000 à 100,000 par jour. C'est alors que, « sans usines, sans personnel, sans matériel, sans matières premières », fut décidée la mobilisation de l'industrie française pour la fabrication des canons et des munitions. En janvier 1917, M. Millerand a tenu à faire un pieux pèlerinage à cette salle. Une inscription rappellera le souvenir du grand acte dont elle fut le témoin.

## II

M. le Recteur a tracé dans son livre, en des pages pleines de faits, un tableau d'ensemble de l'activité des Universités françaises pendant la guerre<sup>1</sup>. Il me suffira de préciser quelques détails particuliers à la nôtre.

Sous des formes diverses et au rang où les plaçait leur âge, ses maîtres ont collaboré à l'effort commun. Des professeurs honoraires ont repris leurs chaires; les professeurs libres de toute obligation militaire ont ajouté à leur tâche en se char-

1. *L'Université et la Guerre*, p. 135-153.

geant des cours de leurs collègues mobilisés. Plusieurs des Facultés des sciences et des lettres ont contribué à l'enseignement dans les classes supérieures du Lycée. Ceux de la Faculté de médecine qui ne sont pas mobilisés, en plus de leurs cours, assurent avec le plus grand zèle et le plus entier dévouement les services médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques dans les hôpitaux militaires et auxiliaires. A la Faculté des sciences, les professeurs désignés par leurs études ont contribué avec succès aux recherches scientifiques intéressant la Défense nationale. Des professeurs du droit, des sciences et des lettres se sont employés comme administrateurs d'hôpitaux et d'ambulances. Quelques-uns ont donné sans compter leur temps et leur forces pour assurer une besogne essentielle, délicate et pénible, le contrôle des télégrammes privés. Ceux qui ne savaient que parler, en un temps où le verbe compte si peu, ont pourtant fait œuvre utile à Bordeaux et dans la région : nos collègues du droit ont donné d'efficaces conférences sur les emprunts; ceux des lettres ont porté le réconfort de leur parole à nos chers blessés et aussi aux « bleuets » de la classe 18.

Ces volontaires ne sont pas les seuls. Dès le début de la guerre, notre Faculté de médecine a spontanément offert au Service de santé de l'Armée son concours le plus large : ses professeurs ont organisé et dirigent tous les services de spécialités de la 18<sup>e</sup> région<sup>1</sup>. L'initiative de cette organisation est due au professeur Moure; elle a été depuis étendue à toute la France. Au droit, aux lettres, d'autres maîtres, mobilisés aussi, ont révélé des compétences spéciales qui ont trouvé leur emploi, pour le plus grand bien du pays, dans les états-majors ou des ministères. Car ce n'aura pas été l'un des moins effets de cette guerre que de découvrir, même à ceux qui auraient dû ne pas l'ignorer, quels services divers les Universités peuvent rendre à la chose publique, de quel secours elles peuvent être à la Patrie. Souhaitons que l'on s'en sou-

1. Les services d'électro-radiologie, d'oto-rhino-laryngologie, de vénérologie sont installés à l'annexe Saint-Raphaël, qui donna aussi asile au service de stomatologie et au laboratoire de chimie de la 18<sup>e</sup> région, transférés en octobre 1916 à l'école de garçons de la rue du Palais-de-Justice.

vienne au jour où l'on entreprendra l'œuvre immense de la reconstitution des forces nationales.

L'expansion universitaire s'est manifestée aussi à l'étranger sous des formes diverses. Notre École des Hautes Études hispaniques n'a pas cru sortir de son rôle « en défendant avec énergie — je cite les paroles de son Directeur — la cause de la France et de ses alliés, en s'efforçant de répandre de plus en plus le bon renom et l'influence de notre patrie, en montrant qu'elle était en terre fraternelle un centre général et actif de culture latine »<sup>1</sup>. Constitution d'un comité international de propagande, lectures, causeries et conférences sur la guerre, séances de cinéma, concert au profit de nos blessés, rédaction et impression de vingt-cinq bulletins périodiques, rien n'a été négligé pour lutter contre l'influence ennemie, toujours puissante au delà des Pyrénées. La bataille que M. Paris et les membres de l'École livrent là-bas est particulièrement dure ; mais des résultats sont acquis et nous pouvons compter sur la ténacité des champions de la Vérité et du Droit pour démasquer le mensonge et dénoncer la barbarie germaniques. A Bordeaux, d'ailleurs, en octobre 1916, nous avons pu juger de ce que pense et de ce que sent notre noble voisine quand nous avons reçu, à son retour de Verdun, la délégation des académiciens espagnols<sup>2</sup>. Nous gardons le vivant souvenir de la chaude éloquence du professeur Odon de Buen, et nous entendons encore l'éminent directeur de l'École des Beaux-Arts de Séville, Gonzalo Bilbao, nous dire avec une gravité religieuse : « Chaque soir, ma femme et moi nous faisons trois prières : pour les morts, pour la paix, pour la France. »

Depuis 1915, à la demande de M. le général Lyautey, une session de baccalauréat se tient chaque année, en juin, à Casablanca, sous les auspices de notre Université. Le fait est significatif : « Au Maroc, comme l'a très bien dit le doyen Radet, Bordeaux mène de front l'expansion économique et le rattachement intellectuel. » — En 1915, le doyen Picart nous

<sup>1.</sup> Pierre Paris, *Rapport sur le fonctionnement de l'École pendant l'année 1915-1916 (Rapports et comptes rendus, 1915-1916, p. 141).*

<sup>2.</sup> Cf. R. Henrique, *Les Académiciens espagnols à Bordeaux*. Bordeaux, G. Delmas, [1917] (publié par le Comité régional de l'Alliance Française).

a représentés dans la délégation des Universités françaises invitée par nos amis d'outre-Manche à visiter les Universités anglaises et aussi les arsenaux et les usines de guerre; il en a rapporté le plus vif souvenir. — Au début de la même année, à la demande du ministère des Affaires étrangères, le professeur André Le Breton a fait aux États-Unis une grande tournée de conférences. Son beau talent a recueilli là-bas d'émouvantes marques de sympathie et de tendresse pour notre France, préludes de l'entrée en ligne de la grande république américaine. Il en a rapporté aussi des observations pénétrantes, dont nous saurons faire notre profit. Le 10 mars 1916, notre collègue a de nouveau travaillé pour la bonne cause en donnant une très belle conférence à l'occasion du double centenaire de Shakespeare et de Cervantès. — L'an dernier, nous avons reçu la visite du professeur Woods, de l'Université Harvard, et de M. John Finley, directeur de l'enseignement de l'État de New-York, auquel notre Université a remis une adresse pour nos sœurs américaines. En réponse à ces visites, le professeur Charles Cestre, après avoir tiré d'un cours public professé en 1914-1915 un beau livre sur *L'Angleterre et la guerre*, s'est embarqué, en octobre dernier, pour les États-Unis. Il y enseigne à cette Université Harvard, d'où est parti, ainsi que de l'Université Yale, le mouvement américain en faveur de notre cause, — non pas comme un étranger de passage, mais comme un professeur régulier, tandis que trois de nos étudiantes sont boursières à Bryn Mawr College, dans l'État de Pennsylvania.

Je ne parlerai de nos diverses contributions aux œuvres de guerre — blessés, mutilés, orphelins, réfugiés belges et français — que pour en mentionner une, celle qui a pour objet de procurer des instruments de travail à nos étudiants prisonniers en Allemagne ou internés en Suisse. Vous m'en voudriez aussi, parlant d'expansion universitaire, de ne pas rappeler que nos Facultés ont accueilli à bras ouverts les étudiants des régions envahies, des étudiants étrangers, Serbes, Russes, Monténégrins, Arméniens, Persans, Égyptiens de l'Université de Beyrouth, et que de septembre 1914 à février 1915 notre

Faculté des lettres eut l'honneur de compter parmi ses maîtres M. Maurice Wilmotte, le grand romaniste belge, l'éloquent professeur de l'Université de Liège.

## III

Mais la mobilisation de nos locaux n'a été qu'un effet des circonstances. Les services rendus à l'arrière sont peu de chose à côté de ceux que nos maîtres et nos étudiants ont rendus et rendent tous les jours aux armées. L'arrière ne vaut qu'en liaison avec le front. Notre Université n'a pas seulement participé à la guerre en prêtant, à une heure critique, les pierres de ses édifices. S'il est vrai, comme François I<sup>e</sup> le disait du Collège de France, qu'elle est, avant tout, construite en hommes, elle a, depuis trois ans et demi, donné sans compter à la Patrie des pierres vivantes pour édifier et consolider le mur qui, de Nieuport aux Vosges, contient le flot de la barbarie.

174 morts, 218 blessés, c'est, très approximativement, le bilan de nos deuils. 48 chevaliers de la Légion d'honneur, 42 médailles militaires, 563 citations et croix de guerre, c'est, à ce jour et sauf erreur, le compte de notre gloire. Certes, celle-ci est chèrement payée par ceux-là; mais, après avoir pleuré, nous avons le droit de relever la tête et d'être fiers, très fiers. Car l'Université de Bordeaux a fait magnifiquement son devoir. Elle a donné sans compter le plus généreux et le plus pur de son sang. Maîtres et élèves ont estimé que leur supériorité intellectuelle ne leur conférait que l'obligation de montrer l'exemple aux autres. Jeunes chefs ou simples soldats, on peut affirmer qu'ils y ont réussi. Tous ils ont pensé ce qu'a dit, en termes décisifs, le sergent Roques, professeur de sciences naturelles au Lycée de Montpellier : « Nous avons, nous, pour nous soutenir ce que la plupart n'ont pas, une force intérieure, une volonté faite de notre éducation et de notre culture. Nous sommes les riches. C'est à nous, s'il le faut, de payer. »

Qui paya plus richement que le professeur Gustave Ché-

NEAUX, de notre Faculté de droit ? Martiniquais d'origine, il n'avait jamais fait de service militaire. Quand la guerre éclata, il avait quarante-sept ans. A la fin de juillet 1914, il était parti pour revoir son île natale. En route, il apprit la déclaration de guerre. Il décida sur-le-champ que, si le bateau ne faisait que toucher à Fort-de-France, il repartirait avec lui. A la Patrie il sacrifiait sa mère, qu'il n'avait pas embrassée depuis l'âge de douze ans. Il put rester une semaine auprès d'elle, puis revint à Bordeaux et brigua la faveur d'être incorporé, comme soldat de 2<sup>e</sup> classe, au 144<sup>e</sup>. Ce qu'il y fut, un de ses camarades va nous le dire :

... Il voulut être le dernier des bleus. Sans accepter les égards que certains auraient eus, bien naturellement, pour son âge, pour sa situation, il entendit être traité ainsi que les jeunes soldats arrivant à la caserne. Marié, il ne chercha point à se dérober à la règle qui le retenait au cantonnement jour et nuit; et alors qu'il lui eût été facile d'aller chaque soir se reposer chez lui (nous étions cantonnés rue Solférino, à quelques minutes de son domicile), il s'astreignit à toujours coucher sur la paille, donnant l'exemple de la stricte observation des règles, de la discipline joyeusement consentie.

A Souges, environné de la respectueuse sympathie, de l'affection de ses camarades, hautement apprécié de ses chefs, il persista dans sa volonté de n'être qu'une unité dans la masse. Comme à Bordeaux, il acceptait, bien plus il recherchait les corvées les plus dures, les plus rebutantes, avec un entrain, une bonne humeur que rien ne lassait, donnant ainsi par son exemple une discrète leçon aux camarades — peu nombreux, à vrai dire — qui semblaient considérer comme indignes d'eux certaines besognes.

Jamais une plainte, jamais un regret. La haute conscience qu'il avait d'accomplir son devoir lui faisait supporter gaiement toutes les petites misères de la vie militaire, si pénibles cependant pour un homme qui n'est plus tout jeune et qui peut se trouver placé sous les ordres de gradés sans tact. C'était autant d'offrandes faites à la Patrie. Là où d'autres mettent un orgueil obstiné à opposer aux lois communes la prétendue supériorité de leur esprit, lui trouvait sa plus grande fierté dans la joie d'humilier son caractère devant des nécessités infimes que les dangers de la Patrie rendaient nobles à ses yeux et préférables à tout. Voilà par où Chéneaux fut grand, voilà par où, avant le sacrifice suprême, il a donné un exemple que ses camarades n'oublieront jamais. Ils l'admireront moins peut-être pour avoir su mourir en héros, entre tant de héros emportés chaque jour, que

pour avoir voulu, lui intelligent, lui noble et délicat, lui maître respecté, vivre sous l'uniforme comme le plus humble des enfants de la terre<sup>1</sup>.

Le témoignage est digne de celui à qui il a été rendu. Cela fait songer aux héros de Corneille, et à Polyeucte plutôt qu'à Horace. La carrière militaire de cet engagé volontaire de quarante-sept ans, qui se révélait un vrai saint, fut aussi courte que belle : le 29 avril 1915, à la tranchée de Calonne, l'aspirant Chéneaux tombait, foudroyé par une balle au front, tandis qu'il ramenait un sous-officier de sa compagnie blessé, qu'il était allé retirer sous la mitraille.

La fin de Jacques RAMBAUD, maître de conférences à la Faculté des lettres, n'est pas moins émouvante. Héritier d'un grand nom universitaire, ses beaux travaux d'historien lui donnaient le droit de le porter sans effort<sup>2</sup>. Son abord réservé, sa douceur de jeune fille cachaient une âme d'une élévation rare, une âme très fervente de patriote et de croyant. Il était Lorrain et c'est sa terre de Lorraine qu'il fut d'abord appelé à défendre. Lieutenant au 226<sup>e</sup> R. I., il fut blessé, le 29 août 1914, de plusieurs balles à la terrible affaire de Courbesseaux. Soigné à l'hôpital de Nancy, il refusa de se laisser évacuer au dépôt. Son régiment fut envoyé en Artois. Le 2 octobre, au Bois-Bernard, près de Vimy, « ayant reçu l'ordre de tenir jusqu'au bout », dit sa citation, il se fit tuer « sur place plutôt que de céder du terrain ». Rambaud, comme Chéneaux, s'était de suite imposé au respect de ses camarades. C'était un modeste et un scrupuleux. Il ne craignait qu'une chose, d'être inégal à sa tâche. « Je dis à mes hommes : Marchez. Je marche moi-même. Mais est-ce bien suffisant ? » A cette question qu'il se posait, sa mort est la plus belle réponse.

Gabriel LEROUX, maître de conférences aussi à notre Faculté des lettres, était un contemporain et un camarade de lycée de Rambaud. Cet helléniste délicat, cet archéologue à l'œil exercé,

1. M. de Maisoncelle, *Un beau caractère. Mort glorieuse de M. G. Chéneaux, professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, aspirant au 91<sup>e</sup> régiment d'infanterie* (Extrait de l'*Écho des Guitounes*, journal des tranchées du 144<sup>e</sup> R. I.).

2. Cf. Ph. Sagnac, *Jacques Rambaud* (*Bulletin italien*, 1916, p. 98-103).

au jugement très sûr, ce professeur qui avait du premier coup conquis le public par sa parole nette et vive, était soldat dans l'âme. Je me souviens avec quelle fierté, légèrement teintée d'ironie, il m'apprit qu'il était lieutenant de réserve et qu'à ce titre je lui devais le respect. Il faisait partie du 46<sup>e</sup> R. I. Blessé le 31 août à Stenay, le jour même où un fils lui naissait à Bordeaux, il fut soigné dans un hôpital de notre ville. La balle de shrapnell logée dans son épaule ne put être extraite. Il regagna son dépôt le bras en écharpe, pour instruire les recrues. « Ils sont bien gentils, écrivait-il à son doyen, en parlant de ses poilus, et ne bâlent jamais la paix comme font quelquefois les gens du monde au coin de leur feu. » En mars 1915, il demanda à partir pour les Dardanelles. L'idée de revenir de cette façon imprévue en Grèce et en Orient plaisait à cet ancien Athénien. Envoyé dans la presqu'île de Gallipoli, il fut de suite nommé capitaine. Le 9 juin, il tombait « tué sur le coup, d'un petit éclat d'obus au front, écrit un de ses camarades. Il n'a pas bougé: il n'a pas été défiguré; il souriait un peu encore et n'avait pas lâché sa canne. » Leroux mourant avec le sourire, c'est bien ainsi que nous l'imaginions. Il repose dans le petit cimetière du régiment, au haut d'une colline. « Pour un helléniste imprégné du génie attique, a dit M. Radet, c'est un tombeau de choix que cette Chersonèse de Thrace où les ambitions de Philippe se heurtèrent à la vigilance clairvoyante de Démosthène<sup>1</sup>. »

68<sup>e</sup> division, ordre général n° 109, en date du 18 septembre 1916 : « Sous-lieutenant BRÉHIER, du 344<sup>e</sup> R. I., blessé grièvement à son poste de combat, a donné à tous le plus noble exemple d'oubli de soi et de stoïcisme. » Ordre de l'armée : « Officier d'une haute valeur morale, ayant fait preuve, depuis le début de la campagne, d'une bravoure et d'un dévouement à toute épreuve. Une fois cité à l'ordre, A été blessé très grièvement à la tête de sa section, le 25 avril 1916. » Chevalier de la Légion d'honneur. Le professeur Bréhier ne s'est pas contenté de bien faire. Il a médité dans la tranchée et il nous en a rapporté de hautes leçons : ces courts fragments qu'il

1. G. Radet, *Gabriel Leroux (Revue des Études anciennes, 1915, p. 298)*.

a intitulés très simplement *Pendant la guerre*, œuvre d'un philosophe qui a su voir et comprendre la terrible réalité œuvre aussi d'un lettré infiniment délicat. Je n'en détache que cette page très belle :

Il faut distinguer entre la vie et la puissance. La vie n'est que la matière sur laquelle la puissance s'exerce, le jouet de la puissance, jouet qu'elle doit parfois briser dans son propre intérêt. Toute bassesse vient de ce que l'on considère la vie comme la valeur absolue, la mesure de la valeur. — Il faut être supérieur au devoir. Il faut que le devoir ne soit pas une consigne pénible à remplir, mais un simple jeu aux règles duquel on se complaît avec indulgence ; le devoir doit devenir un simple *officium*, une simple fonction naturelle, qui ne regarde pas l'essence intime de la volonté, mais n'est qu'une manifestation extérieure de sa puissance. Pas de devoir à la manière piétiste ; pas de cette tension de la volonté, pour des actes qui doivent lui être un délassement et un jeu<sup>1</sup>.

Écoutez encore ceci :

Ce que l'on peut reprocher à la notion d'humanité, c'est d'abord le vague et la confusion, mais c'est aussi surtout qu'elle n'a aucun caractère positif. En vain cherche-t-elle à trouver un corps dans les faits : l'histoire, la psychologie, l'anthropologie compliquent à ce point la notion de l'homme qu'elle ne peut plus être définie par aucun caractère fixe et stable. Il est douteux, d'autre part, que le développement des sociétés humaines soit une esquisse ou même renferme comme l'espoir d'une future société des nations ; les relations humaines peuvent s'étendre à des groupes de plus en plus vastes, peuvent devenir des relations mondiales, tout en restant aussi extérieures que le sont les relations économiques, d'acheteur à vendeur, et sans rien impliquer de cette unité morale qui fait le fondement solide d'une société<sup>2</sup>.

L'auteur de ces lignes, pensées dans l'enfer de Verdun, a payé le droit de les écrire du bras qu'il a perdu à Fleury-devant-Douaumont.

Son collègue, le sergent brancardier ALLINE, du même régiment, fut blessé, trois jours après lui, en conduisant sous un violent bombardement, son équipe tout près des lignes enne-

1. Émile Bréhier, *Pendant la guerre*, p. 56.

2. Émile Bréhier, *Divers aspects de la notion d'humanité (Revue de métaphysique et de morale, 1917)*, p. 488.

mies. « Sergent brancardier d'une haute valeur morale, dit sa citation, a toujours fait preuve, dans les heures difficiles, d'un courage et d'un dévouement dignes de tous les éloges. » Les loisirs que lui laissait la relève des blessés, le sergent Alline les partageait entre la rédaction d'un allègre petit journal de tranchées, *Le Poilu déchainé*, et la correction des épreuves d'une *Histoire du texte de Platon*<sup>1</sup>.

Le 29 juin 1917, le médecin-major DELGUEL, démonstrateur de clinique dentaire, était atteint grièvement en portant secours à des blessés au cours d'un bombardement. « Maintenu au front sur sa demande et malgré son âge, dit la citation qui lui a valu la croix de la Légion d'honneur, a constamment donné, dans une ambulance fonctionnant à proximité des lignes, l'exemple du dévouement et de l'abnégation. » Pour nos maîtres de la Faculté de médecine, que de noms j'aurais à citer si je ne m'étais imposé, à mon très grand regret, de ne mentionner que des morts et de grands blessés ! Ceux qui sont aux armées — il y en a dix, il y en a eu dix-neuf — servent à la tête d'ambulances et de formations sanitaires qu'ils ont organisées et qu'ils dirigent, souvent dans des secteurs difficiles et à proximité des lignes, avec une science, une abnégation, un calme courage qui les mettent au même rang que les blessés qu'ils pansent sous les obus et les bombes d'avions. A ces professeurs et à leurs élèves notre Recteur a rendu un très éloquent hommage ; laissez-moi vous le redire :

Nos médecins, maîtres et étudiants, ont été parmi les meilleurs serviteurs du pays, qui n'en a eu que de bons. Ils ont été les égaux en courage des plus braves. Ils se sont fait tuer sans chercher à tuer. Alors que le reste de l'humanité n'a plus pour objet que de créer la souffrance, ils sont restés ceux qui luttent contre elle. Décimés eux-mêmes, en face d'obligations qui se multiplient, ils ont réalisé des miracles d'énergie et de dévouement professionnel.

#### IV

J'arrive enfin à nos plus jeunes héros, à nos étudiants. Certes, avant la guerre, nul n'eût osé mettre en doute leur patrio-

1. Le sous-lieutenant Alline est tombé au champ d'honneur, le 3 août 1918.

tisme. Aux heures inquiètes d'Agadir et de Saverne, nous l'avions senti vibrer, nous l'avions même entendu gronder. En 1911, pour répondre à la dissolution par le gouvernement allemand des cercles d'étudiants alsaciens-lorrains, votre Association avait organisé un cortège qui alla déposer à la Chartreuse une palme d'or sur le monument aux soldats morts pour la Patrie; et votre président d'alors, mon ancien élève Daniel GIROULLE, tombé glorieusement dans les tranchées de l'Aisne, le 22 septembre 1914, dit ce qu'il fallait dire. Dans son discours il ne fut question ni de plébiscite ni de neutralisation d'une terre française qui nous a été volée. Mais ce vibrant patriotisme, que vaudrait-il le jour où ces fils de la bourgeoisie, grandis parmi les sollicitudes et les tendresses un peu molles de la famille, n'ayant aucune idée de la guerre, aucun souvenir vivant du désastre de 1870, se trouveraient aux prises avec la dure réalité? Nous savions que les ressorts physiques seraient, pour beaucoup d'entre eux, tendus à souhait : les excellentes pratiques de sport en honneur au « Bec » nous en étaient garants. Mais le ressort essentiel, le ressort moral serait-il aussi résistant? Ainsi pensions-nous en juillet 1914, hommes de peu de foi et de courage. La guerre est venue et ce que nous voyons depuis trois ans et demi a dissipé nos craintes, au point de nous en faire rougir. La jeunesse universitaire bordelaise a passé nos plus hautes espérances.

Et d'abord elle a donné à l'armée des chefs, capitaines de trente ans, lieutenants de vingt ans, dont l'intelligence agile s'est adaptée sans effort, semble-t-il, aux conditions de cette extraordinaire guerre et qui se sont révélés d'excellents manieurs d'hommes. On a déjà dit, on dira mieux plus tard tout ce que la victoire française aura dû à ces officiers de complément. Le capitaine MERCIER, du 407<sup>e</sup> R. I., agrégé de mathématiques, « officier de première valeur », dit sa première citation, « a sauté, dit la seconde, de sa propre initiative, en tête de sa section, dans la première ligne allemande, a traversé les deuxième et troisième lignes ennemis, qu'il a organisées rapidement », puis « ayant pris le commandement du bataillon,

a rallié une poignée d'hommes qui ont contenu l'ennemi et assuré la possession définitive de la tranchée conquise ». « Un grand soldat ! » m'a dit de lui un bon juge, notre collègue le lieutenant SORRE, comme lui grièvement blessé dans la bataille de la Somme, comme lui fait chevalier de la Légion d'honneur. Un autre agrégé de mathématiques, le capitaine LAURENCE, professeur du cours de Saint-Cyr au Lycée de Poitiers, conserve la tranchée dont il a la garde sous le feu violent de l'adversaire et repousse brillamment plusieurs contre-attaques. Joanny SALINIER, diplômé d'études supérieures, capitaine mitrailleur au 257<sup>e</sup> R. I., entré le premier, le 28 octobre 1914, dans le village de Moncel, se signale depuis « par le sang-froid avec lequel il a tenu pendant toute une journée, sous un feu intense d'artillerie, sa section chargée de protéger le flanc droit d'une reconnaissance. » Laurence et Salinier sont tous deux tombés au champ d'honneur.

Le lieutenant François THOMAS, professeur d'histoire au Lycée de La Roche-sur-Yon, est l'émule de Salinier au combat comme il l'avait été aux cours de leur cher maître, le capitaine Camena d'Almeida. J'ai suivi Thomas depuis le début de la campagne. En août 1914, il était à Pau, au dépôt du 18<sup>e</sup> R. I., enrageant parce qu'on l'oubliait là. Il partit à son tour, laissant sa jeune femme et un bébé de quelques semaines. Des tranchées de Paissy il m'annonçait qu'il avait découvert des armes préhistoriques, voisinant dans le sol avec des boulets de 1814, des monnaies et des poteries romaines. En même temps, il se révélait un chef; une première citation à l'ordre de l'armée le distinguait bientôt. Devant Douaumont, il en méritait une seconde, dont voici le texte : « A fait preuve d'une bravoure exceptionnelle pendant la journée du 24 mai 1916. A la tête des éléments épars de plusieurs unités, s'est jeté au-devant de l'ennemi et a arrêté sa progression. Blessé très grièvement au moment où il entraînait un groupe de grenadiers pour repousser une attaque, est tombé en disant à son lieutenant : Prenez le commandement et combattez bien. » C'est le mot du vieux Monluc à ses capitaines lorsqu'il tombait devant Rabastens, les joues traversées d'une balle. Thomas, lui aussi, fut

blessé horriblement au visage. Il m'écrivait du Val-de-Grâce : « En dépit d'une fracture des os de la tempe, de la destruction de l'orbite gauche, de l'œil qu'elle protégeait, de la racine du nez et d'une blessure à l'œil droit, j'ai survécu : il est vrai que je suis Breton. »

Le sous-lieutenant René Costes, agrégé d'espagnol, réformé d'avant la guerre, marié et père de famille, comme son camarade Thomas, s'engage dès le mois d'août 1914. Sur le front, il attrape bronchite sur bronchite. La diphtérie le prend à Tunis, au moment où il partait volontairement avec le 4<sup>e</sup> zouaves pour les Dardanelles. A Douaumont, le 24 août 1916, il échappe à la mort par miracle. A la côte du Poivre, le 15 décembre, assailli par un officier allemand qui sortait d'un réduit que nettoyaient ses zouaves, il l'abat, oblige un autre officier à mettre bas les armes et lui arrache ce cri d'admiration : « Très beaux, vos hommes ! » devant le cadavre de son camarade. A la relève, on rapporte Costes à Verdun sur un brancard, épuisé, les pieds gelés. Il était d'une simplicité et d'une modestie admirables. Aux uniformes de fantaisie il préférait ses culottes bouffantes, sa petite veste soutachée et sa chéchia. Il ne voulut jamais qu'on publiait ses citations dans les journaux bordelais : « Ceux qui me connaissent, disait-il, savent que je suis cité ; ceux qui ne me connaissent pas n'ont pas besoin de le savoir. » Il est tombé, le 23 octobre 1917, à l'attaque du fort de la Malmaison, au moment où, à l'heure fixée, il sortait le premier de son trou d'obus. La colonne vertébrale traversée, il a eu encore la force de crier à ses zouaves : « En avant ! vive la France ! »<sup>1</sup>.

Combien pourrais-je citer encore de nos étudiants qui ont fait preuve de qualités maîtresses dans le commandement ? Le sous-lieutenant MAZIÈRE, licencié d'histoire, tombe le 8 septembre 1914, à la bataille de la Marne, en entraînant à la baïonnette sa section pour dégager celle d'un camarade qui venait d'être tué. Le sous-lieutenant DELFOUR, diplômé d'études supérieures, blessé grièvement à la Marne, périt glorieusement à Mesnil-les-Hurlus, le 30 décembre 1914, en s'élançant

<sup>1.</sup> G. Cirot, *René Costes* (*Bulletin hispanique*, 1917, p. 268-275).

à l'assaut des tranchées allemandes. Le lieutenant Henry GRAS, licencié d'allemand, blessé une première fois le 10 août 1914, blessé de nouveau le 4 février 1915, ayant perdu presque tous ses gradés et un tiers de ses chasseurs à pied, persiste quand même à continuer le mouvement en avant. Le sous-lieutenant FESTAL, étudiant en droit, conduit ses zouaves à l'attaque, le 25 septembre 1915, « avec un entrain admirable » et capture une escorte ennemie qui ramenait à l'arrière des prisonniers français. Le 1<sup>er</sup> mai 1916, il tombe mortellement blessé à son poste d'observation. L'aspirant Pierre DUGUIT, étudiant en sciences, « d'une rare énergie et d'un calme admirable », tombe mortellement blessé, le 20 août 1917, en entraînant, « dans un élan superbe », sa section à l'assaut des positions ennemis; et sa mort glorieuse met en deuil deux de nos Facultés, celle où il étudiait, celle où son père enseigne. Le sergent VESCHAMBRE, diplômé d'études supérieures, se signale deux fois, le 14 et le 20 décembre 1914, à la cote 200, devant Perthes; bien que blessé grièvement, il trouve le courage de rallier des hommes appartenant à des unités différentes et de les lancer une deuxième fois à l'assaut. Le sous-lieutenant REYMONDET, étudiant en droit, est amputé du bras droit : c'est sa troisième blessure, gagnée en organisant le terrain conquis par lui. Le sous-lieutenant BAGGIO, étudiant en droit, est amputé d'un pied : c'est un volontaire, spécialiste pour les reconnaissances dangereuses. Ces jeunes gens de vingt ans sont les dignes émules de leur maître, le professeur PALMADE, « officier d'un sang-froid et d'un courage hors de pair », arrachant sous un feu violent les piquets de fer du réseau ennemi et bondissant le premier dans la tranchée allemande, « enlevant ainsi superbement sa troupe ».

Au milieu de ces étudiants officiers se détache une figure admirable : celle du sous-lieutenant Lucien BAUDOUIN, diplômé d'études supérieures de langues classiques. Le patriotisme fut vraiment pour lui une seconde religion : comme il croyait en son Dieu, il croyait en la France. Entre le lycée Louis-le-Grand et la Faculté, il avait fait son service militaire. A la caserne, il avait été un soldat modèle et un généreux apôtre du relève-

ment moral de ses camarades de chambrière. Il y fit tout son devoir, dans le rang, n'admettant pas, comme il disait, que l'on « chipote » avec la Patrie. La guerre le trouva prêt : il partit comme sergent. Dirigé d'abord vers la Lorraine, il alla ensuite jusqu'en Belgique. « Le 23 août, écrit-il, nous recevons une maîtresse pile à Bièvre et commençons la retraite entre-coupée de combats qui nous amène aux marais de Saint-Gond le 4 septembre. Bataille jusqu'au 10, puis poursuite jusqu'au 14 par Fère-Champenoise, Condé-sur-Marne, Mourmelon. Nous sommes arrêtés par les hauteurs de Moronvilliers. Les Prussiens y sont encore. Entre temps j'avais été nommé adjudant le 7, proposé pour sous-lieutenant le 9. Le 23 je suis nommé ; heureusement, car le lieutenant commandant la compagnie tombe malade. Me voilà seul officier avec trois sergents ! Le 26, attaque générale des Allemands ; ils nous prennent une tranchée ; je contre-attaque, mais je fais une rencontre malheureuse avec une balle qui me traverse l'épaule droite. D'où la croix et quelques mois de séjour ici<sup>1</sup>. » Il écrivait de l'hôpital ce bulletin de sa campagne, digne d'être rapproché des admirables billets de Guynemer. La croix, il la reçut des mains du « père » Joffre : « J'étais, écrit-il encore, face au général, au centre du carré, derrière sept drapeaux dont la soie crissait sous le vent. Et tu sais, tout à fait les drapeaux qu'il fallait pour un tel spectacle : fanés, défraîchis et surtout déchirés, des trous cousus ensemble ; l'un d'eux n'était même plus qu'un trou énorme, avec un peu de soie autour. » Infirme du bras droit, il voulut repartir quand même : « Je ne me sens pas la force de crever de santé à l'arrière tandis qu'on se bat », écrivait-il à ses parents en leur annonçant qu'il avait obtenu un poste d'officier mitrailleur. Et il ajoutait : « On aura payé sa part quand la guerre sera finie et par la victoire. D'ici là toute la question est de savoir si je puis y aller ou si je ne puis pas. Or la question est tranchée. Je puis. Donc j'y vais<sup>2</sup>. » Et il partit pour Verdun. Un autre de nos étudiants, François de

1. Lettre publiée par l'abbé Henri Schmitt, *Une figure représentative d'un sillon catholique*. Lucien Baudouin, p. 62-63.

2. Lettre publiée par l'abbé Henri Schmitt, *Une figure représentative d'un sillon catholique*. Lucien Baudouin, p. 85 et 87.

Tessan, a conté sa mort dans un beau livre : « Le 1<sup>er</sup> mai, alors qu'il dirigeait des travaux de fortification, il fut tué d'un éclat d'obus au cœur. Ses mitrailleurs étaient écrasés de douleur. Mais ils avaient compris ses leçons et ils voulurent, à leur manière, rendre hommage à son caractère. Ils relevèrent le corps du sous-lieutenant et le placèrent debout, face à l'ennemi, derrière un créneau. Toute la journée ils continuèrent leur travail comme si le chef les animait encore par son exemple : *il nous garde*, ne cessaient-ils de répéter. Et, en effet, ce cadavre les exhortait de la manière la plus éloquente, et, même mort, Baudouin commandait<sup>1</sup>. »

Nos étudiants gradés ne sont pas seulement très braves ; ils sont aussi très bons. Ils se sacrifient pour leurs hommes. Le sergent CROUZILLAC, licencié de langues classiques, blessé devant Perthes, le 17 novembre 1914, reste onze jours sans soins dans une maison du village bombardé. Une patrouille ennemie lui offre de l'emmener pour le panser ; il refuse, oubliant ses propres souffrances afin de demeurer auprès de ses camarades blessés et de les réconforter par sa présence et ses encouragements ; et il parvient, malgré ses sept blessures, à rejoindre les lignes françaises. Le sous-lieutenant RAQUIN, étudiant en droit, a la main gauche emportée par l'éclatement d'une grenade tombée dans la tranchée au milieu d'un groupe d'hommes, au moment où, s'étant précipité sur l'engin, il le rejetait par-dessus le parapet. Le caporal TROMELIN, diplômé de langues classiques, est mortellement frappé à la cote 304, le 4 mai 1916, tandis qu'il déterre ses camarades enfouis sous l'éclatement des obus.

Quant aux actes de bravoure personnelle, je ne puis pas davantage songer à les citer tous : ils sont trop. Laissez-m'en vous signaler quelques-uns, qui sont plus caractéristiques. Voici d'abord ceux qui, sans tapage, ont fait leur devoir et ont souffert pour la France. Ce sont les plus nombreux. Je n'en nommerai qu'un. Sa citation est très simple et très belle : « Excellent soldat, doué d'un bon moral et très discipliné. Mitrailleur. Blessé dans la tranchée de première ligne le 17 dé-

1. F. de Tessan, *Quand on se bat*, Paris, 1916, p. 258.

cembre 1914. Amputé de la cuisse droite. » Médaille militaire, croix de guerre avec palme. Ce glorieux mutilé peut être, il me semble, proposé en exemple : c'est CRESPIN, étudiant en médecine, le président actuel de l'A. Et voici ceux qui dans la fournaise continuent à faire avec calme la besogne commandée : COLLONGUES, élève de l'école de chimie, GRANDJEAN DE GRAUX, étudiant en droit, réparent sous le feu les lignes téléphoniques brisées. Parmi ceux — et ils sont nombreux aussi — qui se sont signalés comme observateurs, patrouilleurs, hommes de liaison, le sergent SAVÈS, ingénieur chimiste, chargé de porter un ordre sous un feu violent d'artillerie, est blessé en route par un éclat d'obus ; il tient néanmoins à transmettre l'ordre et vient tomber épuisé aux pieds de son commandant de compagnie, renouvelant, sans s'en douter, l'exploit légendaire du coureur de Marathon. Il semble aussi destiné à la légende, cet héroïque abbé BACHERÉ, aumônier au 8<sup>e</sup> régiment de marche des zouaves, division du Maroc. Il avait coutume, dans les attaques, de suivre la vague d'assaut pour pouvoir donner ses soins et les secours de la religion aux blessés jusqu'à la ligne de feu la plus avancée. Le 16 juin 1915, au moment où se prononçait une violente contre-attaque, qui faisait flétrir un groupe de zouaves privé de chefs, Bacheré s'élançait, son bonnet de police d'une main, son bâton de l'autre, en criant : « Allons ! les zouaves, ne ferons-nous pas aussi bien que les camarades ? Il m'est défendu de verser le sang, mais j'ai mon bâton. En avant ! » « Par son attitude remarquable et son exemple, a ainsi réussi à faire repousser la contre-attaque », dit la citation qui lui conférait la croix de la Légion d'honneur.

C'est là la forme héroïque d'une qualité bien française : l'esprit d'initiative. La guerre prouve tous les jours que nous ne l'avons pas perdue. Nous la retrouvons à la Faculté de médecine. Le médecin auxiliaire André PARIS, de l'École de Santé de la marine, est le digne émule de l'aumônier Bacheré : non content d'aller en avant des lignes, sous un feu violent, relever les blessés, il ramène à l'attaque par son énergie des tirailleurs dont les gradés venaient d'être tués. Blessé grièvement

de cinq balles, il a tenu à avoir aussi cinq citations. Deux de ses frères ont été tués à l'ennemi. Son camarade FOUCHEZ suit son exemple : « Sous un violent bombardement, après avoir donné ses soins à des blessés graves, il rallie une compagnie de mitrailleuses privée momentanément de son chef et lui fait traverser une zone dangereuse et battue par un violent tir de barrage. » Un autre Navalais, LE COTY, assure volontairement pendant une attaque la liaison entre la batterie de tir et le lieutenant commandant<sup>1</sup>. Et voici une autre forme d'audace et de sang-froid : JEANDEAU, encore un Navalais, blessé, fait prisonnier, s'échappe et ramène dans nos lignes neuf Allemands blessés, dont un officier.

Panser les blessés sur place, sous le bombardement, descendre dans les galeries de mines pour y soigner les sapeurs intoxiqués par les gaz, opérer dans une ambulance sous la grêle des projectiles, c'est, pourrait-on dire, la monnaie courante de l'héroïsme chez nos braves « auxis ». Laissez-moi vous citer au hasard, quelques traits particulièrement émouvants. LE HUR, blessé grièvement sur la ligne de feu, le 7 septembre 1914, tandis qu'il soigne un officier, refuse d'être évacué et ne se laisse emporter qu'à la nuit, le combat terminé, après une nouvelle blessure qui a nécessité la trépanation. A Dixmude, le 10 novembre 1914, CHASTANG, de l'héroïque brigade des fusiliers marins, sauve, par son sang-froid, la vie à son chef. Il est tué le lendemain, tandis qu'il donne ses scins à des blessés français et allemands. Son attitude force l'admiration de l'ennemi, qui le fait inhumer parmi ses officiers dans le cimetière d'Eessen, et inscrit sur la croix de sa tombe :

*Hier ruht ein braver französischer Arzt.  
Ici repose un brave médecin français<sup>2</sup>.*

1. Son camarade LA BURTHE et CAMPLAN, étudiant en médecine, se sont découvert des vocations d'aviateur: le premier, chef d'escadrille d'hydravions de chasse, « exalte le moral de ses pilotes par son exemple »; le second, « pilote de chasse modeste, brave, adroit et ardent », a déjà abattu trois avions ennemis. Ceux-ci sont vivants et indemnes; c'est pourquoi je ne les mentionne qu'en note.

2. Chastang est signalé comme disparu dans le beau livre de M. Charles Le Goffic, *Dixmude*, 8<sup>e</sup> éd., p. 213 et 247. Une lettre, utilisée ici, d'un médecin-major allemand à sa mère ne laisse aucun doute sur sa mort glorieuse.

SOULOUMIAC (trois citations), à l'attaque du 1<sup>er</sup> août 1915, va recueillir au milieu des fils de fer allemands, sous une pluie de balles, le corps d'un capitaine mortellement blessé; il le ramène dans nos lignes après une heure d'efforts. Souloumiac est aujourd'hui aviateur. Le 9 mai 1915, au redan de Nieport, CHAUCHARD (quatre citations) va, sous un violent bombardement, chercher des zouaves qui venaient d'être enfouis dans un abri. BESSE s'offre pour aller avec des brancardiers inhumer trente-cinq cadavres français sur un terrain battu par les mitrailleuses. PESCHÉ, étudiant en chirurgie dentaire, assure, le 25 septembre 1915, à Mesnil-les-Hurlus, le transport de son colonel blessé et abat deux Boches qui cherchaient à s'y opposer. DERRIEN est tué devant Thiaucourt, le 24 août 1916, pendant qu'il prodigue ses soins à un blessé allemand. CHÉROUVRIER est frappé, le 18 février 1915, à l'attaque du Signal de Xon, tandis qu'il relève un blessé. Il a le sang-froid et l'énergie de se faire la compression digitale pour attendre les secours et c'est son maître, le professeur Verger, dont il avait été le préparateur, qui lui donne en pleurant les premiers soins. Amputé des deux jambes, il meurt, six jours après, à l'hôpital de Pont-à-Mousson, après avoir reçu la médaille militaire des mains du général Dubail. PRADÈRE-NIQUET, un Breton comme Thomas, atteint d'une bronchite emphysémateuse, soigne sous un bombardement violent des hommes intoxiqués par les gaz. A demi asphyxié lui-même, il reste à son poste. Son état s'aggrave; il refuse de se laisser évacuer. Il faut l'emporter mourant et il expire quelques heures après. Son nom a été donné au poste de secours, près de Prosnès, où il a rendu le dernier soupir.

Et pour finir, comment ne pas citer les deux frères MOREAU, Gabriel et Noël? Dès le début des hostilités, ils ont été l'un et l'autre affectés à des unités de choc, le régiment colonial du Maroc et le 8<sup>e</sup> tirailleurs de marche. Ils ne les ont jamais quittés. Ils ont mérité chacun six citations et pour des motifs identiques: l'un et l'autre se portaient à l'attaque, quelque périlleuse qu'elle fût, afin d'assurer aux blessés les soins les plus rapides: ils les pansaient au delà même de la ligne

de feu ; ils assuraient leur relève et leur évacuation, parfois avec des moyens très réduits. « Médecin aide-major admirable, d'une inlassable activité, incarnant le type idéal du médecin de bataillon », dit la sixième citation de Gabriel Moreau. « Jeune médecin dont le courage et le dévouement professionnel font, depuis le début de la campagne, l'admiration de tous », dit la cinquième citation de Noël. Gabriel est tombé, dans une victoire, à la prise de la Malmaison ; Noël, grièvement blessé, n'a échappé que par miracle ; il a été fait chevalier de la Légion d'honneur.

Non, ils n'étaient pas abolis les traits éternels de la France. C'est, depuis trois ans et demi, une joie émouvante, surtout pour ceux qui étudient notre passé national, que de les voir se détacher, éclatants et purs, sur la trame sanglante de cette horrible guerre. Toutes les vertus de la race, bravoure folle et froid courage, audace prime-sautière et décision réfléchie, dévouement allant jusqu'à l'oubli complet de soi et jusqu'au suprême sacrifice, nous les voyons refleurir grâce à nos admirables enfants. Ne les plaignons pas. « Il ne faut point pleurer ceux qui, à vingt-quatre ans, se font tuer au feu en défendant leur pays. Leur vie a été belle et leur destinée complète. » Celui qui parle ainsi, c'est le sergent Jean de LA VILLE, tombé, le 28 novembre 1914, en tranchée de première ligne, devant Verneuil. Et il ajoute : « Conservons seulement leur souvenir et regrettons que ce soient malheureusement les meilleurs qui s'en aillent ! » Pensons aussi aux grands devoirs que nos chers morts nous imposent. Nous, leurs maîtres, nous aurons celui de ne pas nous montrer indignes d'eux et de travailler plus et mieux que dans le passé, comme nous y invite l'inscription tracée au seuil de notre Faculté de médecine, *Pro scientia, urbe et patria*, pour la science, pour Bordeaux, pour la patrie. Vous, mes chers amis, jeunes soldats de la classe 19, qui, dans quelques semaines, allez avoir l'honneur d'endosser l'uniforme, je ne vous demande que de vous souvenir de la

1. *Lettres de guerre de Jean de La Ville de Mirmont*. Bordeaux, 1917, in-12, p. 88.

strophe, si pleine de sens, de notre sainte *Marseillaise* et de faire jusqu'au bout ce qu'elle vous dit :

Nous entrerons dans la carrière  
Quand nos aînés n'y seront plus;  
Nous y trouverons leur poussière  
Et la trace de leurs vertus.  
Bien moins jaloux de leur survivre  
Que de partager leur cercueil,  
Nous aurons le sublime orgueil  
De les venger ou de les suivre!

